

Un œil aveugle sur l'ingérence électorale

Rod Taylor

Chef, PHC Canada

On dit sans cesse aux Canadiens de faire confiance aux « institutions de la démocratie : » l'utilisation sans précédent de la Loi sur les mesures d'urgence, les décrets en conseil qui contournent le processus parlementaire, les auto-enquêtes du gouvernement (comme la récente Commission d'urgence sur l'ordre public) et, plus particulièrement, l'intégrité des élections canadiennes.¹ La révélation inconfortable que la Chine a influencé, ou a cherché à influencer, les résultats dans au moins 11 circonscriptions électorales lors des élections fédérales de 2021 . . . est considéré comme un non-problème par le Premier Ministre en exercice.

Le fait que le SCRS (Service Canadien du Renseignement de Sécurité) ait signalé ce problème, identifiant même l'implication de neuf candidats libéraux et de deux candidats conservateurs, intéresse particulièrement les Canadiens. Même les grands médias libéraux ne peuvent pas se soustraire à leur responsabilité de signaler cela - les implications sont trop effrayantes.

Le Premier Ministre, quant à lui, écarte les questions à cet égard, car les attaques partisans et les affirmations selon lesquelles les tentatives du PCC (Parti Communiste Chinois) d'influencer nos élections n'ont eu aucun impact « significatif » sur les résultats des élections. Rien à voir ici. C'est essentiellement ainsi qu'il a répondu au scandale SPC-Lavalin, au scandale des vacances Aga Khan, au scandale de la charité WE, au scandale des tâtonnements, etc.²

Jusqu'à présent, peu de choses ont collé à ce PM. . . il semble que ces révélations n'aient eu aucun impact « significatif » sur sa volonté d'imposer son programme personnel autoritaire aux Canadiens. Sa capacité à rester sur la glace alors que d'autres seraient au banc des pénalités pour des infractions moins nombreuses et plus légères peut être en partie attribuée à son caucus flatteur et au soutien indéfectible du chef du NPD, Jagmeet Singh, malgré la mauvaise gestion catastrophique de la crise des covids par le Premier Ministre. Une partie de l'immunité de Justin aux retombées du scandale peut être ses cadeaux aux médias de masse avec des contraintes invisibles. Une partie peut même être due aux sentiments nostalgiques que certains Canadiens ont pour son père, Pierre Trudeau. . . apparemment inconscient des terribles dommages qu'il a infligés au pays pendant son mandat. N'importe lequel des scandales mentionnés ci-dessus aurait suffi à envoyer un chef de parti moins connecté aux banquettes arrière. . . ou même en prison. Mais pas Justin. Il « apprend toujours de ses erreurs » ou blâme quelqu'un d'autre pour ses échecs.

Cette tache la plus récente sur son dossier, cependant, ne devrait jamais s'estomper, simplement parce qu'il affirme qu'il n'y a pas eu de mal et que cela n'a pas matériellement affecté le résultat de l'élection. Premièrement, comment les Canadiens peuvent-ils savoir que cela n'a pas eu d'incidence sur le résultat? Il est extrêmement difficile d'analyser pourquoi quelqu'un a voté pour un candidat en particulier. L'argent est toujours un facteur dans les élections. Si ce n'était pas le cas, nous n'aurions pas une multitude de restrictions concernant les contributions et les dépenses dans la Loi électorale du Canada et dans les règlements d'Élections Canada qui en découlent.

Le montant total qu'un candidat est autorisé à dépenser lors d'une élection ou d'une élection partielle fédérale est limité par la loi et les sources des contributions sont clairement définies. Chaque don, pour être légal, doit être traçable jusqu'à un donateur citoyen ou résident canadien. Les contributions secondaires sont illégales ; c'est-à-dire qu'aucun individu, société ou syndicat n'est autorisé à donner de l'argent à une autre personne dans le but que cette personne apporte une contribution financière à une campagne.

C'est exactement ce qui est indiqué dans ce cas. L'argent chinois aurait été donné par l'intermédiaire d'individus canadiens à des candidats spécifiques jugés favorables aux intérêts de la Chine.

Chose amusante : ce type de contribution financière illégale s'est aussi produit chez SNC-Lavalin. Dans un angle moins connu de cette saga, des fonds SNC ont été donnés aux employés pour être transmis à certains candidats.³ C'est ce qu'on appelle un pot-de-vin. C'est de l'achat d'influence. Dans le cas de SNC-Lavalin, cela a apparemment fonctionné, car le Premier Ministre a tout mis en œuvre pour empêcher les agents de SNC-Lavalin d'aller en prison. Quels avantages politiques la Chine recherche-t-elle dans ses tentatives d'acheter des politiciens canadiens?

Bien sûr, la contribution illégale de fonds étrangers n'est que la pointe de l'iceberg lorsqu'il s'agit d'influence déloyale sur la politique canadienne. L'influence induite des géants des médias financés par les contribuables comme CBC, CTV, « Globe and Mail, » etc. sur la perception publique des candidats et des partis l'emporte de loin sur toute contribution indirecte à la campagne de la République populaire de Chine. L'impact d'une couverture médiatique inégale, saupoudrée généreusement (sans jeu de mots) de succès d'opinion, a affecté l'opinion publique et les choix des électeurs au cours d'un certain nombre d'élections fédérales. Quels chefs (des 18 partis fédéraux enregistrés actuellement au Canada) peuvent apparaître dans les débats télévisés, quels chefs sont présentés quotidiennement pendant une campagne, quels chefs sont interviewés le plus souvent . . . tous ces facteurs influent sur le résultat d'une élection. La tromperie massive du public sur les politiques de covid et la censure, le déni ou les attaques contre des points de vue alternatifs prédisposent automatiquement un électorat sans méfiance à soutenir des candidats qui sont en ligne avec les politiques gouvernementales. Et il est financé – involontairement et à contrecœur – avec notre propre argent.

Les initiatives gouvernementales actuelles visant à contrôler l'échange d'informations et à censurer les faits et les opinions qui contredisent les déclarations du gouvernement - comme le projet de loi C-11 - sont garanties d'étouffer la dissidence et de transformer notre société en une dictature à part entière, comme celle de la République populaire, une dictature que Justin Trudeau a dit « admirer. »⁴

Le Parti de l'Héritage Chrétien⁵ n'admire pas la dictature de la Chine, sa censure, ses mauvais traitements infligés aux prisonniers politiques, ses programmes de prélèvement d'organes, ses normes environnementales, sa persécution des minorités religieuses, son meurtre de plus de 400 millions de bébés à naître ou ses actions agressives contre les nations démocratiques. Si notre Premier Ministre ne coopère pas à une enquête sérieuse sur les contributions électorales illégales, la GRC, le SCRS, Élections Canada et le commissaire aux élections, avec un engagement inébranlable envers leurs obligations morales et légales, doivent prendre l'initiative de dénoncer la corruption dans l'une des institutions démocratiques sur laquelle les Canadiens devraient encore avoir le contrôle : notre processus électoral. Sans une presse libre et indépendante et sans des élections libres et justes, le Canada, tel que nous le connaissons, cessera d'être une démocratie.

Notes de bas de page

¹ torontosun.com/opinion/columnists/lilley-trudeau-claims-leaks-on-chinese-election-interference-are-inaccurate-but-wont-be-open-with-canadians

² nationalpost.com/news/politics/a-short-history-of-justin-trudeaus-scandal-plagued-liberal-government

³ www.cbc.ca/news/politics/snc-lavalin-liberal-donors-list-canada-elections-1.5114537

⁴ nationalpost.com/news/politics/justin-trudeau-seemingly-admires-chinas-basic-dictatorship-at-toronto-fundraiser

⁵ www.chp.ca/fr/

Parti de l'Héritage Chrétien du Canada

chp.ca/fr/accueil • NationalOffice@chp.ca • 1-888-VOTE-CHP (868-3247)

PO Box 4958, Station E, Ottawa, Ontario K1S 5J1

Ce Communiqué peut être copié